

RUD-URUNANA

Urunana rw'Abaharanira Ubumwe na Demokarasi
Ralliement pour l'Unité et la Démocratie
Rally for Unity and Democracy

Tel: 1-201-794-6542 /

1-506-461-3919

Email: urunana@optonline.net

url: www.rud-urunana.org

COMMUNIQUE DE PRESSE PP No. 02/JUNE/08

LE PEUPLE RWANDAIS A DROIT A UNE JUSTICE EQUITABLE ET IMPARTIALE ET NON UNE JUSTICE A LA CARTE

Il vient d'être rapporté dans les médias que le Rwanda va finalement juger quelques officiers de l'Armée Patriotique Rwandaise pour avoir assassiné 13 ecclésiastiques rwandais à Gakurazo le 5 juin 1994. Si dans un premier temps les rwandais et plusieurs observateurs se féliciteraient d'une telle décision, notre Organisation a de sérieuses réserves quant à l'équité d'une telle décision judiciaire car celle-ci ne vise qu'à faire payer la responsabilité des assassinats ignobles commis à Gakurazo par quelques éléments criminels de l'APR alors que la décision de commettre de tels actes remonte très haut dans la hiérarchie militaire de cette armée. En effet, plusieurs témoignages indiquent clairement que l'ordre d'abattre les treize religieux a été donné par Paul Kagame en personne qui était alors le Commandant suprême de l'APR.

La parodie de justice qui s'annonce à Kigali n'a pour autre objectif que de couper court aux mandats internationaux lancés récemment contre plusieurs officiers de l'APR pour avoir perpétré plusieurs crimes tant au Rwanda que dans la région des Grands Lacs et ce depuis octobre 1990. Notre organisation n'a nullement confiance dans la neutralité de la justice actuelle rwandaise. Mais plutôt un tel procès servira de diversion, de théâtre et de paravent pour ne pas impliquer les vrais preneurs de décision en mettant sur le banc des accusés quelques boucs émissaires. Connaissant l'ingérence politicienne dans l'administration actuelle de la justice au Rwanda, nous sommes sûrs que les accusés ne pourront bénéficier d'une justice respectant les normes internationalement reconnues pour des procès équitables et impartiaux.

Nous tenons également à rappeler à tous les rwandais et à la Communauté Internationale que les crimes commis à Gakurazo et ailleurs au Rwanda depuis le 1 janvier au 31 décembre 1994 tombent sous la juridiction du Tribunal Pénal International pour le Rwanda (TPIR) y compris l'attentat ignoble qui coûta la vie aux Présidents rwandais Juvénal Habyarimana et burundais Cyprien Ntaryamira. Ne pas se saisir de ces cas constituerait un déni de justice de la part du TPIR qui a préséance sur les juridictions nationales en générale et rwandaises en particulier.

Par conséquent, notre Organisation dénonce en de termes très forts l'instrumentalisation de la justice par le régime de Kigali pour des fins politiques et médiatiques. Ce dont le peuple rwandais a besoin est une Justice équitable et impartiale et non des procès qui sont d'emblée faits pour condamner des boucs émissaires tout en protégeant des hautes personnalités du Front Patriotique Rwandais (FPR) dont la responsabilité dans le drame rwandais n'est pas à démontrer. Nous demandons avec insistance que le régime de Kigali livre au TPIR ou à toute autre juridiction internationale indépendante toutes les personnes frappées par les mandats internationaux récemment délivrés par la justice espagnole et la justice française.

Finalement, notre organisation réaffirme sa détermination d'accompagner le Peuple Rwandais dans cette recherche de la Vérité qui est la fondation d'une Justice impartiale et équitable, ciment

d'une Réconciliation authentique entre toutes les composantes de la société rwandaise. Relever ce défi constituerait un vibrant hommage que le Peuple Rwandais et tous les peuples amis du Rwanda feraient à toutes les Victimes sans distinction. Tout en souscrivant sans réserve à la lutte contre l'impunité, le RUD-Urunana reste convaincu que ceci ne peut se faire au détriment de la Vérité, de la Justice indépendante et impartiale et de l'Équité.

Pour que les rwandais puissent avoir confiance dans l'administration de la Justice, celle-ci doit être l'émanation du Dialogue Inter-Rwandais seule cadre qui mettra en place une Commission Vérité, Justice et Réconciliation ainsi que des institutions politiques, sécuritaires et juridiques dans les quelles toutes les composantes de la société rwandaise se reconnaissent.

11 Juin 2008

AUGUSTIN DUKUZE, PH.D.
Commissaire à l'Information, Porte-Parole
RUD-Urunana